

# **L'Unification Politique : un théorème généralisé de progression**

## **Par Jörg Guido Hülsmann\***

La croissance continue du gouvernement<sup>1</sup> constitue une des caractéristiques de la civilisation moderne. Cette croissance prend deux formes : soit une intensification de l'imposition des sujets actuels du gouvernement, soit un élargissement du nombre de personnes sous son contrôle. En d'autres termes, la croissance du gouvernement peut être ou bien une « intensification » ou bien une « extension » d'hégémonie. Comme une croissance gouvernementale signifie obligatoirement que les droits de propriétés ont été lésés davantage que ce n'était le cas précédemment, le problème fondamental que le gouvernement rencontre pour mettre davantage de personnes sous son contrôle est la résistance très probable de certaines personnes. Quels sont les facteurs déterminant cette résistance ? Pourquoi un gouvernement peut-il parfois étendre sa domination sur des personnes qui vivent sur d'autres territoires alors que dans certains autres cas, cela lui est impossible ? Pourquoi chaque extension de pouvoir va-t-elle de paire avec une augmentation des impôts ? Dans cet article, j'essaie **d'améliorer** l'explication du processus d'extension du gouvernement en examinant le rôle de l'unification politique qui permet de rendre cette extension stable.

### **Pourquoi l'unification politique entre-t-elle en jeu ?**

#### *Les limites des justifications pour le gouvernement*

Le problème des efforts d'expansion du gouvernement par une imposition plus intense réside dans la résistance potentielle des contribuables. Néanmoins, ces tentatives réussissent de temps en temps. Une des raisons expliquant cela est le coût de la résistance, parfois très élevé, pour les sujets. De manière plus importante cependant, la résistance dépend toujours de la conviction que ceux qui résistent ont en la justice de leur cause. Si la population ne croit pas avoir un droit à résister ou, en tout cas, si la majorité n'y croit pas, une rébellion n'est pas susceptible d'être amorcée et encore moins d'être menée à bien. Ainsi en tous temps et en tous lieux, les gouvernements essaient de persuader leurs sujets de deux choses : premièrement, que la résistance n'est pas un droit du peuple, et deuxièmement, qu'une augmentation des impôts est, soit nécessaire soit bénéfique. En faisant cela, ils tentent de rendre les nouvelles taxes acceptables à la majorité<sup>2</sup>.

---

\*Jörg Guido Hülsmann est un chercheur invité à l'université de Paris II.

<sup>1</sup>En ce qui concerne les problèmes de mesure de l'intervention gouvernementale et de la croissance du gouvernement, voir Murray N. Rothbard, *America's Great Depression*, 4<sup>ème</sup> édition (New York : Richardson and Snyder, 1983), p. 296 et suiv. For une critique des statistiques conventionnelles et du fait qu'elles cachent les implications des activités du gouvernement, voir Hans-Hermann Hoppe, *Eigentum, Anarchie und Staat* (Opladen, 1987), p. 27 et suiv. Pour un autre excellent livre documentant la manière dont le gouvernement étend ses activités durant les situations d'urgence consulter le livre de Robert Higgs, *Crisis and Leviathan : Critical Episodes in the Growth of American Government* (New York/ Oxford University Press, 1987).

<sup>2</sup> On peut argumenter qu'il existe une règle de majorité sous n'importe quelle forme gouvernement. Voir Etienne de la Boétie, *De la servitude volontaire ou Contr'un* (Paris : Gallimard, [1562], 1993) ; David

Dans leurs tentatives, les gouvernements possèdent toujours un gros avantage : le présumé en leur faveur, c'est-à-dire que la majorité des citoyens qu'ils gouvernent croient en la nécessité d'un gouvernement pour rendre certains types de services. En d'autres termes, ils croient fermement qu'ils ne peuvent pas faire confiance à une coopération volontaire des citoyens entre-eux pour faire fonctionner la société. Ils pensent que dans certains cas, il est légitime de forcer les gens, c'est-à-dire de violer leurs droits de propriétés. Or, si cela est légitime dans un cas, pourquoi cela ne pourrait-il l'être dans d'autres cas ? La résistance contre le gouvernement n'est donc pas une affaire de principes. Or, une résistance qui ne repose pas sur des principes est faible. Dès le début, elle concède le point principal, id est, qu'il existe une raison valable à l'existence du gouvernement.<sup>3</sup> La discussion concerne alors la délimitation exacte des sphères de vie auxquelles ce cas s'applique. Cependant, ceci est plus ou moins une question de préférences personnelles, c'est finalement une question d'opinion.

La croissance du gouvernement peut donc être expliquée par les changements d'opinions parmi ceux qui sont gouvernés. A une époque plus ancienne, les gens croyaient que le gouvernement n'avait qu'une fonction plus limitée, disons par exemple, que la production de sécurité. Maintenant ils croient que le gouvernement devrait également assumer d'autres responsabilités, par exemple la production de chaussettes ou la protection des cerisiers. Comment le gouvernement arrive-t-il à introduire les changements d'opinions nécessaires ? Il doit chercher des raisons qui rendent l'extension de ses activités acceptable pour la majorité de ses sujets. Le problème auquel il est confronté est de découvrir ou bien d'inventer, si nécessaire, un but commun qui unissent les gouvernés sous l'étendard du gouvernant et qui les poussent à lui accorder plus de pouvoir qu'il ne lui était accordé ultérieurement.

Historiquement il n'y jamais eu que deux idées suffisamment fortes et répandues pour unifier un grand nombre de personnes en un projet commun, la Chrétienté et le nationalisme. Cependant, aucune d'elles ne fut jamais suffisante pour accroître le pouvoir. Le problème avec la religion était que, contrairement à la force militaire, les gouvernants séculiers n'en avaient pas le monopole. Pendant des siècles, le quasi-monopole a été tenu par l'Eglise Catholique et il n'y eut que de rares occasions aux cours

---

Hume « On the First Principles of Gouvernement » in Essays (Indianapolis : Liberty Classics, [[1777], 1987).

<sup>3</sup> Ce cas a bien défié, et c'est le moins que l'on puisse dire. Sur le fait que la sécurité n'est pas un bien spécial qui exige l'intervention du gouvernement, voir Gustave de Molinari, *The Production of Security*, J. Huston McCulloch, trans. Occasional Paper Series #2, Richard M. Ebeling, Ed. (New York: Center for Libertarian Studies, 1977); Murray N. Rothbard, *Power and Market*, 2<sup>nd</sup> Ed. (Kansas City, Kansas: Sheed Andrews and McMeel, 1977), chap. 1; Murray N. Rothbard, *For a New Liberty* (New York, Macmillan, 1973) chap. 12; Hans-Hermann Hoppe, *Eigentum, Anarchie und Staat* (Opladen, 1987), p. 106 et suiv. Pour une critique dévastatrice de la notion de biens publiques, voir Murray N. Rothbard, *Man, Economy and State* (Los Angeles: Nash Publishers, 1962) vol. 2, P. 883-90 ; Hans-Hermann Hoppe, *The Economics and Ethics of Private Property: Studies in Political Economy and Philosophy* (Boston,: Kluwer Academy Publishers, 1993), chap. 1. Pour une brillante démonstration que de tous agents concevables, le gouvernement est le moins apte à produire des biens publiques, voir J.R. Hummel, « National Goods Versus Public Goods : Defense, Disarmement and free Riders, » *Review of Austrian Economics* 4(1990) : p. 88 et suiv.

desquelles l'Eglise eut un intérêt à accroître le pouvoir des princes. Les occasions les plus connues furent les croisades contre les «peuples païens » qui gouvernaient la Terre Sainte. Or, ces occasions n'étaient suffisamment fréquentes pour satisfaire les désirs de guerres des princes. L'Eglise Catholique représentait un obstacle sérieux à leurs ambitions et de fait, elle constituait un pouvoir séculier en soi. En fait, les princes avaient donc un intérêt vital à briser le monopole de cette puissante organisation internationale. De nombreux d'entre eux accueillirent avec joie la Réforme Protestante, parce que son aspect organisationnel mettait l'accent sur la paroisse et sur le croyant individuel plus que sur une forte hiérarchie trans-nationale. Bien sûr, ces réformes ne pouvaient être mises en place sans une violente résistance de la part des Catholiques et de leurs alliés. Le conflit qui en résulta, la Guerre de Trente Ans, détruisit l'Allemagne et sa population d'un tiers mais augmenta considérablement le pouvoir des princes germaniques.

Le problème du nationalisme est, qu'en lui-même, il ne peut fournir aucun support pour la croissance gouvernementale, pas du moins, dans une société avancée. Un gouvernement plus fort ne peut jamais être dans l'intérêt de tous les membres d'une nation, parce que parmi les gouvernés il n'existe pratiquement jamais un seul point sur lequel ils sont tous d'accords. Plus l'accumulation du capital est forte, plus la division du travail devient sophistiquée, et les intérêts des individus deviennent plus divers et même parfois antagonistes. Alors que parfois il était possible pour un prince de rallier certains intérêts privés pour supporter ses efforts, il est extrêmement rare de pouvoir rallier le support de tous les intérêts privés dans ce but. Donc, des croyances supplémentaires doivent prévaloir pour rendre toute la nation agressive. La plus efficace a été la théorie Marxiste de la lutte des classes. Ce ne fut pas seulement un parfait instrument d'intensification du pouvoir du gouvernement au nom d'un besoin prétendu d'arbitrage entre les capitalistes et les classes ouvrières, ce fut également une excellente justification pour déclarer la guerre à d'autres nations.<sup>4</sup> Pour assurer la croissance gouvernementale, il y a, en plus du problème intellectuel de l'invention de telles idées, le problème technique de les répandre. Une des tâches les plus importantes stratégiquement pour le gouvernement est donc de prendre le contrôle du plus grand nombre d'institutions d'enseignement possible. Il doit accommoder des maîtres, des professeurs, et le personnel des universités, etc. dans l'appareil de l'Etat.<sup>5</sup>

Cependant, avant l'ère de la démocratie, le succès de cette stratégie fut vraiment limité. Les gens étaient bien conscients du fait que tout pouvoir de leur gouvernant devait leur être arrogé. Ils savaient pertinemment qu'une intensification de son pouvoir signifiait une réduction du leur et que chaque extension de son pouvoir par la guerre devait être

---

<sup>4</sup> Sur les conséquences du concept de lutte des classes Marxiste, voir Ludwig von Mises, *Die Gemeinwirtschaft*, 2<sup>nd</sup> Ed. (Jena, 1932) ; Hans-Hermann Hoppe, *Eigentum, Anarchie und Staat* ( Opladen, 1987) Hans-Hermann Hoppe, *Eigentum, Anarchie und Staat* ( Opladen, 1987), Hans-Hermann Hoppe, *Eigentum, Anarchie und Staat* ( Opladen, 1987), Ludwig von Mises, *Liberalism : In the Classical Tradition* (Irvington-on-Hudso, N.Y. : Foundation for Economic Education, 1985) ; Ludwig von Mises, *Omnipotent Gouvernement: The Rise of The Total State and Total War* (New Rochelle, N.Y. : Arlington House [1944] 1969).

<sup>5</sup> Sur ce point, voir S. Blankertz, *Legitimität und Praxis* (Büchse der Pandora, Wetzlar, 1989), p. 130 et suiv. ; Rothbard, *For a New Liberty*, p. 119 et suiv. ; E.G. West, *Education and the State* (London: Institute of Economics Affairs, 1970).

financée par eux en premier lieu. En d'autres termes, il existait rarement un lieu spirituel entre gouvernants et gouvernés qui les réunissait dans la poursuite des mêmes fins. Mieux, le gouvernement et les sujets de chaque pays avaient une « conscience de classe » distincte. En temps normal, la conscience de classe des sujets les unifiait et prévenait de larges ou soudaines usurpations du gouvernement. Les gens savaient que dans la plupart des cas, des guerres, même défensives ne feraient que substituer un chef de gouvernement pour un autre, et ils étaient généralement indifférents à la question de savoir, qui serait leur gouvernant. Ceci est dû au fait que, d'une part, la démocratie détruit la claire distinction existant entre gouvernés et gouvernants et, d'autre part, qu'elle détruit la croyance dans le fait que la résistance est justifiée. Pour ces raisons, seuls des gouvernements démocratiques ont réussi à établir des armées permanentes et à accroître le soutien idéologique à la guerre.<sup>6</sup>

Quel que soit le régime politique dominant, et quel que soit le succès du gouvernement dans l'obtention du support politique, le fait est que les dépenses politiques doivent être payées par quelqu'un. Les impôts peuvent être distribués plus ou moins également, néanmoins ils doivent être payés. Plus une personne est forcée à payer, plus sa résistance est susceptible d'être grande, et plus sa propension à prendre ses jambes à son cou, c'est à dire, à quitter la zone d'influence de ce gouvernement est importante. En raison de cette limitation imposée, aucun gouvernement ne peut étendre son pouvoir indéfiniment par la seule imposition. Il doit avoir recours à d'autres mesures.

### Dettes et Inflation

Les mesures les plus communes pour augmenter le pouvoir du gouvernement, en dehors de l'imposition, sont les dettes et l'inflation. Elles possèdent un avantage, celui de permettre au gouvernement d'éviter de taxer ouvertement. Ainsi, elles aident à éviter la résistance qui va généralement de pair avec toute augmentation de pouvoir gouvernemental. Cependant, ces mesures ne constituent pas des solutions permanentes ; Le problème avec les dettes est que les créanciers veulent éventuellement récupérer leur argent. Lorsque cela arrive, le gouvernement endetté est forcé de lever des impôts plus élevés sur des sujets. Tôt ou tard, il doit faire face à la résistance qu'il tentait justement d'éviter par ses dettes. Ceci est assez évident. Mais les politiciens pensent qu'ils peuvent « résoudre » ce problème d'une manière très simple -en faisant encore plus de dettes-. Cependant, à court ou moyen terme, les créanciers vont devenir réticents à prolonger les crédits.<sup>7</sup> Ainsi les conséquences des dettes sont doubles. D'une part, le gouvernement

---

<sup>6</sup> Voir Bertrand de Jouvenel, *On Power: Its Nature and History of its Growth* (New York: Viking Press, 1949); Hoppe, *The Economics and Ethics of Private Property*; Hoppe, *Eigentum, Anarchie und Staat*, p. 152 et suiv., p. 182 et suiv.; Hans-Hermann Hoppe, *The Political Economy of Monarchy and Democracy, and the Idea of a Natural Order*, *Journal of Libertarian Studies* 11, No; 2 (1995); Hans-Hermann Hoppe, "Time Preference, Government, and the Process of De-Civilization-From Monarchy to Democracy," *Journal des Economistes et des Etudes Humaines* 5, No; 4 (1994).

<sup>7</sup> Pour un exemple réel des conséquences extrêmes de ce phénomène, voir Thomas J. Sargent et François R. Velde, « Macroeconomic Features of the French Revolution », *Journal of Political Economy* 103, No. 31 (1993) : p. 474-518. Sargent et Velde montrent de manière particulièrement convaincante que l'une des principales causes de la Révolution Française fut le déficit budgétaire récurrent du gouvernement français et son inefficacité à payer les intérêts de ses obligations.

peut augmenter son pouvoir au-delà des limites imposées par la taxation. Son activité est certes toujours limitée, mais à un niveau plus élevé. D'autre part, et cela est crucial, le gouvernement devient dépendant de la volonté de gros créiteurs, en particulier, les banques et autres agents financiers. Le problème avec ces gens-là est qu'on ne peut les exproprier aussi facilement qu'il ne l'est possible avec le commun des mortels. La monnaie est très mobile, et tant qu'il existe d'autres gouvernements, les propriétaires de monnaie peuvent leur échapper et mettre leurs biens à l'abri.

Le cas de l'inflation est similaire. Le gouvernement augmente sa part du produit national en dépréciant/altérant la monnaie métallique ou bien en imprimant du papier-monnaie, mais il ne peut le faire indéfiniment, puisque ceci créera obligatoirement une hyper-inflation future ayant pour conséquence que la monnaie du gouvernement ne sera plus utilisée du tout. Même si l'inflation reste modérée, elle aura des répercussions indésirables car les débiteurs insisteront pour recevoir leurs paiements dans une monnaie plus stable, et les autres participants du marché vont commencer à abandonner la mauvaise monnaie dans leurs transactions quotidiennes.<sup>8</sup>

Une autre conclusion peut être tirée de ce qui précède. Nous avons vu que la croissance interne d'un gouvernement au moyen de l'imposition, des dettes et de l'inflation est limitée. Or, une de ces limites est constituée par la simple existence des autres gouvernements. Donc dès qu'un gouvernement atteint les limites de l'endettement et de l'inflation, c'est-à-dire, de l'intensification, la seule possibilité pour s'en sortir est d'étendre son contrôle à d'autres territoires, c'est-à-dire par extension. Les gouvernements ont deux raisons de le faire. La première est celle, évidente, de contrôler un plus grand nombre de personnes, ce qui signifie davantage de revenus fiscaux pour un niveau de résistance donné et donc, plus de pouvoir. La seconde raison est d'empêcher la compétition politique. Les gouvernements voisins sont particulièrement réceptifs aux richesses, en terme de monnaie et de qualifications, que les individus leur apportent d'autres territoires. Ainsi, pour chaque gouvernement, il serait très avantageux d'évincer, d'une certaine manière, ses concurrents. Cela ferait accroître les coûts pour échapper son contrôle, ainsi davantage de personnes resteraient dans le pays et paieraient plus d'impôts qu'ils ne le feraient sinon. Ceci est la raison pour laquelle l'extension du contrôle politique va de paire avec la croissance du gouvernement. Tandis que la sphère de son pouvoir est élargie, la compétition politique diminue et augmente ainsi le coût de l'émigration. Les impôts peuvent donc être plus élevés que précédemment.

Comment le gouvernement peut-il étendre son contrôle sur d'autres territoires ? Il existe deux possibilités : soit par la guerre et la conquête sanglante, soit par des arrangements pacifiques avec d'autres gouvernements, c'est-à-dire une unification politique. Bien sûr, la guerre est une entreprise coûteuse et risquée et, ne peut normalement pas être conduite sans une augmentation de l'imposition des sujets actuels. C'est pour cette raison que l'extension d'un gouvernement ne peut souvent avoir lieu par une conquête ou un autre mode violent plaçant de nouveaux territoires (ou hommes) sous

---

<sup>8</sup> Voir Ludwig von Mises, *Theory of Money and Credit*, 3ème Edition anglaise, H.E. Batson, trad. (Indianapolis, Ind./ Liberty Classics, 1981); Jörg Guido Hülsmann, *Logik der Währungskonkurrenz* (Essen: Management Akademie Verlag, 1996), p. 269 et suiv.

son contrôle. Il ne reste donc plus qu'à procéder par le moyen moins spectaculaire de l'unification politique.

Nous constatons qu'il existe deux causes à l'unification politique. D'une part, sur le plan interne, ce sont des limitations de la croissance du gouvernement. De l'autre côté, ce sont les coûts et les risques liées à la guerre et la difficulté de justifier sa nécessité. Maintenant, voyons comme l'unification politique est accomplie, c'est-à-dire quelles sont les forces en action quand elle émerge.

## **L'accomplissement de l'unification politique**

### *Unification politique sous l'Ancien Régime*

Dans les temps anciens, la forme standard d'unification politique était le mariage. Cependant, il ne faut pas oublier le fait que le mariage seul ne fut jamais suffisant pour la concentration de vastes empires, parce que le contrôle politique possède également un aspect organisationnel. Tous les empires primitifs déclinèrent tôt ou tard parce que la capitale était trop éloignée pour assurer le contrôle des provinces. Les princes et rois manquaient des ressources nécessaires pour que leurs ordres soient obéis aussi aux confins de leur empire. En conséquence, les vassaux étaient, de fait, les souverains des provinces.<sup>9</sup> Ainsi le mariage avait rarement pour effet d'accumuler de vastes empires. Disons plutôt qu'il servait à confirmer les liens politiquement établis et c'était en général, ce qu'il pouvait atteindre de mieux. Ce n'était qu'avec le progrès économique de la société et l'augmentation conséquente des impôts que les princes purent surmonter leurs difficultés, parce qu'avec des moyens économiques plus grands, ils pouvaient gouverner des empires plus étendus. Ainsi, ce fut le progrès économique qui créa les conditions nécessaires de la concentration politique. L'unification politique par le mariage fut possible à grande échelle grâce à l'extension du capitalisme.<sup>10</sup>

### Unifications politiques dans les régimes démocratiques :

#### Le problème des intérêts personnels des membres du gouvernement

L'explication de l'unification politique dans les démocraties modernes est un peu plus compliquée. Dans le cas des mariages de la noblesse, chaque famille profitait directement des nouveaux liens familiaux ; on ne peut pas en dire autant des bureaucrates modernes ou des politiciens. Le problème n'est pas d'expliquer pourquoi chacun d'entre

---

<sup>9</sup> Voir Franz Oppenheimer, *Der Staat* (Berlin, Libertad Verlag, ([1907] 1990). Oppenheimer décrit la montée et le déclin des empires féodaux comme des « cercles vicieux » (Hexenkreis) P. 96 et suiv. A ses yeux, le cercle vicieux est brisé par l'utilisation de la monnaie. Sur l'organisation des gouvernements féodaux, voir Ludwig von Mises, *Bureaucracy* (Cedar Falls, Iowa : Center for Futures Education, [1944] 1983), Chap. 2, sect. 1.

<sup>10</sup> L'impérialisme historique peut aussi être expliqué par le fait que le capitalisme domestique permettait une politique étrangère agressive. Voir Walter E. Grinder et John Hagel III, „Toward A Theory of State Capitalism“, *Journal of Libertarian Studies* 1 (1977); Hoppe, *The Economics and Ethics of Private Property*, Chap. 3; Murray N. Rothbard, *Wall Street, Banks and American Foreign Policy* (Burlingame, Calif.: Center for Libertarian Studies, 1995).

eux a, bien sûr, à un intérêt à l'obtention de plus de pouvoir. Le problème est plutôt d'expliquer pourquoi chacun d'entre eux est prêt à abandonner une part de son pouvoir dans une union politique. Nous avons vu que le nouveau gouvernement émanant de cette union espère une imposition totale plus importante que les deux gouvernements qui le constituaient précédemment. La raison en est que la compétition est réduite et donc que les coûts de l'immigration augmentent. Cependant, cela n'est vraisemblablement pas dans l'intérêt personnel de tous les politiciens et bureaucrates qui sont impliqués dans cette affaire. Le « Gouvernement » profite de cette fusion politique, mais il n'existe pas vraiment de « Gouvernement » en tant que tel ; il existe des individus agissant en tant que membres de l'appareil que nous appelons l'Etat.<sup>11</sup> La question cruciale est de savoir s'il existe un mécanisme qui conduit systématiquement les gouvernements modernes à rechercher l'unification politique même si celui-ci diminue le pouvoir personnel des politiciens et des bureaucrates.

Un tel mécanisme existe véritablement. Nous pouvons l'analyser de manière plus confortable si en considérant un cas analogue venant de la théorie monétaire. Le théorème de la progression monétaire<sup>12</sup> nous permet de concevoir les banques centrales comme la conséquence du principe qui sous-tend le système de banques à réserves fractionnaires.

*Le système des banques à réserves fractionnaires et le théorème de progression*

Le système des banques à réserves fractionnaires signifie en fait que les banques commerciales font, en principe des promesses qu'elles ne peuvent pas tenir. Elles promettent de rembourser chaque substitut de monnaie, c'est-à-dire de rembourser au porteur chaque billet ou chaque certificat de dépôt en argent à n'importe quel moment. Mais elles émettent beaucoup plus de substituts de monnaie qu'elles ne possèdent réellement de monnaie. Ainsi, elles ne peuvent en aucun cas tenir leurs promesses et ce, dès que les demandes de remboursements sont plus grandes qu'anticipées. Bien sûr, de telles demandes sont régulièrement **brought about by this way of banking**. Les banques savent pertinemment qu'elles ne doivent pas exagérer, mais elles ne savent pas dans quelle mesure exactement leur comportement reste tolérable ou non. La concurrence avec les autres banquiers les oblige à être plus audacieuses dans leurs explorations sur ce point. Historiquement, des crises de liquidité et des faillites bancaires en chaînes ont déjà eu lieu et ceci se poursuit encore aujourd'hui.<sup>13</sup>

---

<sup>11</sup> Les officiels du gouvernement ne partagent un intérêt commun de classe que dans leur opposition générale au public. Anticipant les arguments centraux de l'analyse du Public Choice, H. Spencer, l'ayant bien perçu, affirme

A comparatively small body of officials, coherent, having common interests and acting under central authority, has an immense advantage over an incoherent public which has no settled policy, and can be brought to act unitedly only under strong provocation.

H. Spencer, *The Man Versus The State* (New York: Cambridge University Press [1884] 1994) P. 47 et suiv. Voir également Albert Jay Nock, *Our Enemy, The State* (New York: W. Morrow, 1935) P. 8, 30 et suiv., 66, 75 (12). Tous les éléments de la théorie du Public Choice sont déjà présents dans ce brillant essai. Voir aussi les premiers chapitres de Macchiavelli, *Le Prince*.

<sup>12</sup> Ce terme a été choisi par le Professeur Joseph Salerno. Voir « Two Traditions in Monetary Theory », *Journal des Economistes et des Etudes Humaines* 2, No. 2/3 (1991) : 371.

<sup>13</sup> Il suffit de penser au nombre de faillites des S&L aux USA dans les deux dernières décennies pour réaliser l'ampleur de ce problème. Sur ce problème en général, voir Murray N. Rothbard, *Mann, Economy*,

Ces crises, sont bien sûr très dangereuses pour les banques. Dans des crises graves, de nombreuses d'entre elles sont conduites à la rupture de paiements même si elles n'étaient pas autant « banqueroutes/en difficultés » que les banques qui ont failli en premier (ceci est appelé l'effet de « contagion »). Elles ont donc un intérêt vital à les éviter. Cependant, elles ne veulent pas non plus abandonner leur pratique profitable des réserves fractionnaires et la concurrence les pousse vers la prochaine crise. Que faire alors ? La solution qui a été trouvée est la création des banques centrales. Et la question de savoir si elles doivent être publiques ou privées n'est pas pertinente. Historiquement, elles ont parfois résulté de maisons de compensations privées, mais le plus souvent elles furent dès le début propriété de l'Etat. Il est évident que les banques centrales ont un pouvoir énorme sur les banques commerciales. Elles décident qui d'entre elles va obtenir de nouveaux crédits, quelles banques peuvent étendre leurs activités et en temps de crise, qui va finalement survivre.

Or, le fait est qu'en dépit de leur dépendance de la banque centrale, les banques commerciales ont un intérêt en cette institution, au moins lors de sa création, car le pooling/la mise en commun des fonds crée un soulagement temporaire. Cela permet à la banque centrale de venir au secours des banques commerciales, qui en l'absence de banque centrale, auraient été perdues. Cependant, comme les banques savent qu'elles disposent d'un filet de sécurité, elles deviennent encore plus audacieuses dans leurs pratiques et accordent des crédits qu'elles n'auraient pas osés accorder auparavant. En d'autres termes, elles diminuent encore leurs ratios de réserve. En conséquence, tôt ou tard, le problème que la banque centrale était supposée résoudre devient encore plus virulent/aigu. La seule différence est qu'il apparaît maintenant à une plus grande échelle.

Lorsque cela arrive, il n'existe que deux solutions pour en sortir. La première est que la banque centrale rejoigne d'autres banques centrales en formant une méga-institution nouvelle. Et il est clair, que dans ce cas les banques centrales deviennent dépendantes de la nouvelle institution/autorité. Or, comme les banques commerciales précédemment, chacune d'entre elles a un intérêt à abandonner son indépendance parce que cela lui garantit sa survie momentanée. L'autre option est d'obtenir la permission du gouvernement de ne pas rembourser les substituts de monnaie qu'elles ont émis, c'est-à-dire la permission de ne pas tenir leur partie du contrat.<sup>14</sup> Les banques centrales abandonnent évidemment leur indépendance dans ce cas-là, et sont maintenant dépendantes du gouvernement, afin qu'il ne les poursuive pas pour cet acte criminel.

---

and State ; Murray N. Rothbard, *What has Government done to our Money*, 4<sup>ème</sup> Ed. (Auburn, Al.: Praxeology Press, 1990); Murray N. Rothbard, "The Case for a 100% Gold Dollar," in *In Search of a Monetary Constitution*, Leland B. Yeager, Ed. (Cambridge, Mass.: Harvard university Press, 1962); voir aussi Hans-Hermann Hoppe, "How is Fiat Money Possible?- or, the Devolution of Money and Credit", *Review of Austrian Economics* 7, No.2 (1994), Jörg Guido Hülsmann, "Free Banking and The Free Bankers," *Review of Austrian Economics* 9, No.1 (1996); Jose Huerta de Soto, *Estudios de Economica Politica* (Madrid: Union Editorial, 1994), p. 138.

<sup>14</sup> Bien sûr, il n'est pas correct de dire, strictement parlant, que le gouvernement puisse donner légitimement cette permission, car il ne peut autoriser que ce qui est de son ressort, c'est-à-dire ce qui lui appartient. Or, ce n'est pas la propriété du gouvernement qui est en jeu dans ce cas.

Cependant, ici comme précédemment, les banques centrales ont un intérêt certain à abandonner leur indépendance et c'est leur survie momentanée.

C'est ce que la théorie monétaire suggère. On peut résumer le théorème de progression en disant que chaque pas vers une plus grande dépendance à son origine dans un régime en banqueroute. Le système de banques à réserves fractionnaires est banqueroute de manière inhérente et cela devient tôt ou tard évident. Puis, les banques commerciales abdiquent et les banques centrales prennent la relève. Comme ces dernières sont elles-mêmes structurellement banqueroutes, ce n'est qu'une question de temps pour qu'elles abdiquent elles-mêmes volontairement.

### Un théorème de progression plus général

Le cas de l'unification politique moderne est tout à fait analogue. La réalité fondamentale est le fait que la plupart des gouvernements modernes est très endettée. Et il n'est pas question de rembourser les dettes, parce que les augmentations d'impôts qui seraient nécessaires, sont très impopulaires. Il n'existe que trois possibilités pour sortir de cette situation : l'inflation, le refus de rembourser les dettes et l'unification politique. Nous allons discuter ces trois possibilités les unes après les autres.

Aucun gouvernement n'aime résoudre ses problèmes de déficits financiers par la planche à billets, parce cela conduit à une révolution politique et économique. Il faut être conscient du fait que l'inflation implique toujours une redistribution de revenus. Or, cela ne sert l'intérêt du gouvernement que dans la mesure où celle-ci est modérée et afflue tout d'abord dans les mains du gouvernement et de ses alliés. Par contraste, l'inflation à l'échelle requise ne peut être modérée et pour une large part, devrait affluer/glisser en premier lieu dans les mains du large public, alors prêteur. Ceci a trois implications. Tout d'abord, il en résulte une énorme redistribution de richesses incontrôlée. Ceci menace directement le gouvernement et ses alliés. Deuxièmement, l'inflation est susceptible d'introduire un cycle économique se terminant par une crise. Et ces événements augmentent la probabilité d'une ré-orientation de la citoyenneté. De plus, cette révolution politique serait accompagnée d'un effondrement total du système monétaire, dès que les gens commencent à abandonner la monnaie hyper-inflationniste.

La seconde solution consiste à refuser de payer ses dettes. Les banques étant les intermédiaires financiers principaux, cela conduit à un effondrement immédiat du système bancaire. Comme les banques modernes opèrent dans un système de réserves fractionnaires, l'offre de monnaie et le système de prix s'effondreraient également. Le gouvernement peut-il prévenir ce résultat ? Il faut répondre par un non clair, car une prévention de l'effondrement du système de crédits et de paiements par une inflation simultanée conduirait vraisemblablement à une révolution politique et sociale. Une autre variante est de refuser le paiement aux étrangers. Cette mesure pourrait apporter un soulagement temporaire (si nous écartons pour conserver cette alternative, l'influence des mesures réciproques prises par les gouvernements étrangers). Cependant, cette mesure place immédiatement notre gouvernement à la merci des autres gouvernements pour tout autre crédit futur. Et aucune personne privée ne sera portée à lui prêter encore de l'argent.

Seuls les gouvernements peuvent lui porter secours. Et cela nous conduit à la troisième voie pour sortir de la crise financière.

La troisième option consiste à obtenir de la liquidité d'autres gouvernements, qui eux ne sont pas banqueroutes. Le prix à payer pour cette assistance est bien sûr en terme de faveurs politiques. Soulignons encore une fois, que dans le cas du système bancaire à réserves fractionnaires, *chacun* des gouvernements à un intérêt dans ce partenariat. Il est clair que les gouvernements en faillite ont un intérêt à payer le prix politique. Les gouvernements qui ne sont pas encore faillis (mais qui sont très endettés) ont également un intérêt à gagner du temps. En conséquence du haut degré de la division du travail, la banqueroute d'un gouvernement a des répercussions immédiates sur les budgets des autres gouvernements. Les gouvernements très endettés ont donc un intérêt à éviter le plus petit dérapage sur les marchés financiers internationaux, parce que cela pourrait précipiter leur propre chute. Même la chute d'un petit gouvernement peut les menacer.<sup>15</sup> Cela doit être évité. Toutes sortes de problèmes et de changements incontrôlés constituent des cauchemars pour l'établissement. L'intérêt primordial des politiciens d'aujourd'hui et des bureaucrates est de faire continuer le spectacle/faux-semblant à tout prix.<sup>16</sup> Et donc, les gouvernements en faillite veulent gagner du temps et les gouvernements qui ne le sont pas encore sont prêts à les aider. Le résultat est une unification politique.

Voici le mécanisme qui incite l'unification politique dans les démocraties modernes. La force motrice est constituée par la nécessité et la volonté du gouvernement d'étendre leur pouvoir et de survivre en temps de crise. Cette force conduit à l'unification politique parce que les gouvernements sont en faillite *et* que les gouvernements qui ne le sont pas encore ont un intérêt commun à négocier une assistance financière contre une influence politique.<sup>17</sup>

Les termes concrets qui sont la base de l'échange dépendent essentiellement des positions respectives de négociation des gouvernements. Parallèlement, celles-ci dépendent de leur degré d'endettement et de leur relative emprise sur l'économie. Selon les différentes circonstances, un petit gouvernement en faillite est susceptible d'être absorbé par un grand gouvernement non endetté ; et plusieurs gouvernements hautement endettés sont susceptibles de former une institution séparée pour éviter les coûts de la négociation multilatérale. Dans la section suivante, nous allons discuter brièvement la

---

<sup>15</sup> Et, bien sûr, celui de participants importants du marché. Cela explique la rapidité avec laquelle les gouvernements sont prêts à subventionner les grandes entreprises.

<sup>16</sup> Pour les raisons citées plus haut, le Keynésianisme, l'idéologie des dettes et de l'inflation, "est devenu l'économie pure du pouvoir, cherchant seulement à faire continuer la marche du système de l'établissement, faisant des ajustements marginaux, pour assurer la prochaine élection ». Murray N. Rothbard, "Keynesianism Redux," in *The Economics of Liberty*, L.H. Rockwell, Ed. Auburn, Ala.: Ludwig von Mises Institute, 1990), p. 30.

<sup>17</sup> En termes généraux, ceci dépend toujours de la capacité à répondre à certains besoins. Voir à ce propos Arnold Gehlen, « Soziologie der Macht, » in *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* (Tübingen, 1961), vol.7, p.7 et suiv. Voir aussi Jörg Guido Hülsmann, *Kritik der Dominanztheorie* (Frankfurt/Main: R.G. Fischer, 1993), p. 48 et suiv. Pour une application au domaine des relations internationales (c'est-à-dire, des relations entre gouvernements), voir B. Hertz et J. Starbattny, « Zur Frage internationaler Dominanzbeziehungen- Eine Analyse der Machtverteilung auf Weltwirtschaftsgipfeln, » in *Kyklos* 44(1991) : p.35 et suiv.

création récente de deux institutions qui sont le produit de ces négociations et ainsi illustrer nos découvertes théoriques.

*Illustration I : La réunification allemande*<sup>18</sup>

Le cas de l'Allemagne est probablement la meilleure illustration de la soumission unilatérale d'un régime en faillite. Le gouvernement Est-Allemand n'était en effet pas seulement financièrement banqueroute, mais il était complètement en faillite – sur le plan moral, politique et culturel. Quarante ans de socialisme avaient réduit la nation à néant. La discussion publique s'est concentrée sur les conditions de vie inférieures dans lesquelles les Allemands de l'Est durent vivre, mais ceci ne constituait que le côté économique du désastre. L'expérience Est-Allemande s'est terminée, à de rares exceptions, par une débâcle complète sur tous les plans. Pendant un temps, il semblait que rien ne devait être sauvé de l'ancien système. Les Allemands de l'Est voulaient la réunification et chaque jour, depuis la chute du mur de Berlin en novembre 1989, ils montrèrent de manière ostentatoire leur mépris pour leurs dirigeants.

En mars 1990, ils votèrent massivement contre les communistes. Ainsi, l'établissement ouest-allemand ne rencontra virtuellement aucun obstacle lorsqu'il pris le contrôle de tout le pays et imposa sa structure sur l'Est. Le système de sécurité sociale et d'assurance chômage de l'Ouest furent exportés à l'Est, tout comme le fut son système d'imposition. De plus, l'ensemble de l'administration politique et publique fut reconstruit selon le schéma occidental.

Bien sûr, les Allemands de l'Est ne savaient pas comment opérer avec ces institutions, ou comment jongler avec ces nouvelles réglementations administratives. De la main-d'œuvre dut donc être importée de l'Ouest. Et des personnes qui normalement auraient dû patienter des années pour monter en grade dans la hiérarchie de l'administration publique firent des carrières éclaires. Presque tous les postes de commandes de l'économie, de l'administration publique, de la science et de la culture furent confiés à des Allemands de l'Ouest. Les années 1990-1993 furent des années en or pour l'établissement ouest-allemand. Ce fut la prise de pouvoir la plus facile que l'on puisse imaginer.

Ils ne prirent cependant pas seulement contrôle de l'Allemagne de l'Est, ils augmentèrent également la part de l'Etat dans le produit national brut. De fait, ils profitèrent d'une énorme vague de patriotisme qui traversait l'Allemagne de l'Ouest, parce que les Allemands de l'Ouest étaient convaincus que restructurer l'Allemagne de l'Est était la tâche propre du gouvernement. Ils acceptèrent des augmentations énormes des impôts. Année après année, plus de 140 billions de Mark furent transférés d'Ouest en Est.<sup>19</sup> Les Allemands acceptèrent aussi une augmentation énorme de la dette publique.

---

<sup>18</sup> Voir également Hans-Hermann Hoppe, "De-Socialisation in a United Germany", *Review of Austrian Economics* 5, No. 2 (1991); Roland Baader, *From Socialism to Welfarism: Reflections on a German Experiment* (Irvington-on-Hudson, N.Y.: Foundation for Economic Education, 1995).

<sup>19</sup> Un paiement équivalent constituerait un paiement de \$300 billions de Dollars de la part des Etats-Unis en faveur du Mexique.

Cette situation exceptionnelle, selon les dires du gouvernement, demandait des moyens exceptionnels. Personne n'écoula les économistes qui objectaient que ces moyens étaient pris au reste de la société. Aujourd'hui la dette publique de l'Allemagne de l'Ouest a au moins doublé par rapport à celle du milieu des années 80.

La re-privatisation des entreprises est-allemandes se cantonna à un niveau inférieur aux standards ouest-allemands, et la police, les tribunaux, les routes, l'éducation, et les communications restèrent fermement aux mains de l'Etat. Le résultat final de la réunification allemande est une très nette et énorme augmentation du pouvoir de l'Etat. Durant de nombreuses décades après la seconde guerre mondiale, l'Allemagne fut, du point de vue économique, le pays d'Europe le plus libre parmi les grandes nations. Aujourd'hui elle se rapproche rapidement de la France et de l'Italie, c'est-à-dire, qu'elle court le danger de bientôt faire faillite.

### *Illustration II : l'Union Européenne*

Le cas de l'Union Européenne est une excellente illustration d'une institution centrale qui aide à réduire les coûts de co-ordination de divers gouvernements fortement endettés et menacés de contagion. Dans l'Union Européenne, certains Etats –la Belgique, l'Italie, la Grèce- sont virtuellement banqueroutes. D'autres Etats, l'Autriche, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et la Suède inclus, sont sur le point de le devenir et le reste ne se porte pas beaucoup mieux.<sup>20</sup> En d'autres termes, de plus de plus d'Etats de l'Union Européenne needs to be bailed out.<sup>21</sup> Il ne faudra pas longtemps pour que les investisseurs privés ne leur accordent plus de crédits. Comme les gouvernements en sont bien conscients, ils ont commencé à négocier très sérieusement avec les autres gouvernements. Cela a accéléré les négociations conduisant au renforcement de la bureaucratie centrale à Bruxelles. La plupart des gouvernements commencent à s'intéresser de plus près à la co-ordination de leurs politiques financières et économiques. Ils ont besoin d'un instrument pour faciliter les négociations multilatérales complexes. Bien sûr, la Commission Européenne fut très heureuse de s'y joindre. Pour le moment elle est la servante de nos gouvernements, dans l'avenir, elle sera leur maître.

Certains des enjeux majeurs des négociations sont devenus évidents ces quatre dernières années. L'Allemagne doit renoncer à sa monnaie, le Deutsche Mark. En

---

<sup>20</sup> La dette publique des Etats de l'UE les plus endettés était (en pourcentage du PNB) pour la Belgique de 132%, le Danemark 80%, l'Allemagne 60%, la Grèce 112%, l'Espagne 74%, la France 60%, l'Irlande 82%, l'Italie 123%, Les Pays-Bas 79%, l'Autriche 72%, Le Portugal 72% et la Suède 83%. Le seul pays dont l'endettement est significativement en dessous est une monarchie, le Luxembourg avec 8%.

<sup>21</sup> Bien sûr, ceci constitue une des raisons principales de l'entrée dans l'Union Européenne. Ainsi le « Fonds Régional » qui subventionne les « régions sous-développées » à l'intérieur de l'Union Européenne a été considérablement étendu et développé chaque fois qu'un nouvel Etat Membre a été admis dans le club. Similairement le « Fonds de cohésion » a joué un rôle important pour la promotion du Traité de Maastricht. Voir par exemple Roland W. Waniek, *Die Regionalpolitik der Europäischen Gemeinschaft : Eine kritische Bestandaufnahme*, Essen: Ruhr-Forschungsinstitut für Innovations-und-Strukturpolitik 5, No; 1, (1992): p.12; Klaus-Peter Schmidt, „Zuviel des Guten: Viele europäischen Länder kommen mit dem Ausgeben der riesigen Brüsseler Subventionen nicht mehr nach,“ *Die Zeit* (3.March 1996): p. 31.

échange, le gouvernement allemand obtient l'imposition de ses standards sociaux, écologiques et techniques. Décodons ce que cela signifie.

Le Deutsche Mark est la monnaie la plus stable d'Europe. Pour les gouvernements européens en faillite, il est le symbole haï de « l'oppression », comme ils disent. En réalité, il est le symbole que le marché leur impose. Pour les Allemands, le Deutsche Mark représente la stabilité et la confiance dans leurs propres forces. C'est le prix élevé que les Allemands sont donc obligés de payer.

Mais, les Allemands (certains, en tous cas) reçoivent quelque chose en échange. Par exemple, les standards sociaux sont des concessions aux grands et puissants syndicats allemands qui veulent éviter que la main d'œuvre bon marché étrangère n'entre sur le marché allemand.

Les standards écologiques sont des concessions au fort mouvement vert en Allemagne. En même temps, ils sont un cadeau pour l'industrie allemande, parce que l'Allemagne possède déjà la législation la plus stricte en Europe. Dans de nombreux cas, cela a déjà empêché les entreprises allemandes de pénétrer sur des marchés étrangers. Maintenant les producteurs étrangers vont souffrir au moins autant que leurs homologues allemands. Finalement, les standards à l'environnement constituent également un cadeau sur un plateau d'argent pour l'industrie de l'environnement en Allemagne, qui du fait de la législation spécifique allemande, est la plus avancée en Europe.

Les standards techniques sont une autre offrande à la grande industrie allemande qui entend dépasser les industries des autres pays européens par sa supériorité reconnue dans la production de produits de haute qualité (même là où une qualité inférieure serait suffisante). Bien sûr, l'imposition de ces standards va être confiée à la Commission Européenne à Bruxelles, ou son successeur. Et sans aucun doute, cela aura pour conséquence une augmentation de la part du gouvernement dans le produit national brut.<sup>22</sup>

## Conclusion

Si l'on veut réduire le gouvernement, il faut détruire les conditions qui sont en faveur de sa centralisation et finalement de son existence même. La conclusion principale qui peut être tirée de ce qui précède est que des unifications politiques modernes ont leurs origines dans des régimes en faillite. Donc, deux buts intermédiaires sont les plus importants pour atteindre une société plus libre. Le premier est d'abolir le système bancaire de réserves fractionnaires et les banques centrales, le second de mettre hors la loi les dettes publiques. Une fois ces deux pas accomplis, tant l'intensification que

---

<sup>22</sup> L'accord de libre-échange Nord-Américain (NAFTA) possède plus de ressemblance avec la réunification allemande qu'avec l'Union Européenne. Le gouvernement du Mexique est complètement banqueroute et négocie une assistance financière contre une influence politique de Washington D.C. et de l'établissement de Wall Street. Voir le NAFTA Reader (Auburn, Ala.: Ludwig von Mises Institute), voir également Rothbard, Wall Street, Banks and American Foreign Policy.

l'extension du gouvernement deviennent beaucoup plus difficiles et le maintien de la liberté devient plus facile.